

- les conséquences du retard de paiement de l'indemnité;
- le montant de la franchise éventuelle;
- l'application ou l'exclusion de la règle proportionnelle.

Mes Services (Chancellerie, section des Marchés publics, tél. 02/501.02.11, fax. 02/513.08.73) sont à la disposition des pouvoirs adjudicateurs pour toute information complémentaire.

Le Premier Ministre,  
J.-L. Dehaene.

- de gevolgen van de vertraging van de betaling van de schadevergoeding;
- het bedrag van de eventuele franchise;
- de toepassing of de uitsluiting van de evenredigheidsregel.

Mijn Diensten (Kanselarij, afdeling overheidsopdrachten, tel. 02/501 02 11, fax. 02/513 08 73) staan voor alle bijkomende inlichtingen ter beschikking van de aanbestedende overheden.

De Eerste Minister,  
J.-L. Dehaene.

[C - 97/21256]

**4 DECEMBRE 1997. — Circulaire. — Marchés publics. — Accès d'entreprises de pays tiers à la Communauté européenne aux marchés publics**

Aux pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Madame, Monsieur le Ministre,

Mesdames, Messieurs,

### 1. Introduction

Les articles 24, 50 et 79 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (marchés publics « classiques ») ainsi que les articles 21, 42 et 66 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 (marchés publics dans les secteurs dits « spéciaux ») déterminent les dispositions générales de l'accès des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires de services des pays tiers à la Communauté européenne, aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services. Ils précisent que cet accès s'effectue "selon les dispositions et les conditions de l'acte international les concernant".

Ces dispositions et conditions s'avèrent particulièrement complexes. La présente circulaire a dès lors pour objet d'établir à la date de sa publication la portée de ces engagements, en vue de préciser si et dans quelles limites des entreprises de ces pays tiers puissent dans ces engagements le droit de participer à des procédures en Belgique.

Tout comme dans les directives européennes, des seuils d'application, exprimés en montant estimé hors TVA, sont prévus. En-dessous de ces seuils, les entreprises de pays tiers à la Communauté ne peuvent pas de droit à participer aux procédures en Belgique. Il appartient dans ce cas au pouvoir adjudicateur de décider s'il accepte ou non des candidatures ou des offres introduites par ces entreprises, ceci sans préjudice du point 4 ci-après.

Quant aux règles de publicité, elles correspondent à celles déterminées par les directives européennes et par la réglementation belge. Par conséquent, la publication au niveau européen dans le Journal officiel des Communautés européennes, supplément S, outre la publication au Bulletin des Adjudications, vaut également publication dans le cadre des accords internationaux, dans la mesure évidemment où le marché considéré tombe dans le champ de ces Accords, tel que précisé ci-après. Dans cet ordre d'idées, les avis de marchés peuvent préciser si les marchés sont ouverts à des entreprises établies dans des pays tiers.

[C - 97/21256]

**4 DECEMBER 1997. — Omzendbrief. — Overheidsopdrachten. — Toegang van ondernemingen van derde landen ten aanzien van de Europese Gemeenschap tot de overheidsopdrachten**

Aan de aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Mevrouw, Mijnheer de Minister,

Mevrouwen, Mijne Heren,

### 1. Inleiding

De algemene bepalingen inzake toegang van de aannemers, leveranciers en dienstverleners van derde landen ten aanzien van de Europese Gemeenschap tot overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten zijn opgenomen in de artikelen 24, 50 en 79 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (« klassieke » overheidsopdrachten), alsook in de artikelen 21, 42 en 66 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 (overheidsopdrachten in de zogenoemde speciale sectoren). In die artikelen wordt verduidelijkt dat die toegang verloopt « volgens de bepalingen en de voorwaarden van de internationale akte die hen betreft ».

Deze bepalingen en voorwaarden blijken zeer ingewikkeld te zijn. De bedoeling van deze omzendbrief bestaat er dus in, op datum van publicatie de draagwijdte van die verbintenissen vast te leggen met het oog op het bepalen of en binnen welke grenzen de ondernemingen van deze derde landen uit deze verbintenissen het recht putten om aan procedures in België deel te nemen.

Net zoals in de Europese richtlijnen worden toepassingsdrempels voorzien, uitgedrukt in een geraamd bedrag zonder B.T.W. Onder deze drempels putten de ondernemingen van derde landen t.a.v. de Gemeenschap geen rechten om deel te nemen aan procedures in België. In dat geval komt het aan de aanbestedende overheid toe om te beslissen of zij de kandidaturen of de ingediende offertes van deze ondernemingen al dan niet aanvaardt, zonder afbreuk te doen aan punt 4 hierna.

De bekendmakingsvoorschriften stemmen overeen met deze bepaald door de Europese richtlijnen en door de Belgische reglementering. Bijgevolg, geldt de bekendmaking op Europees niveau in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen, supplement S, naast de bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen, eveneens als bekendmaking in het raam van de internationale akkoorden, uiteraard in de mate dat de beschouwde opdracht in het toepassingsveld van deze akkoorden valt, zoals hierna nader bepaald. Volgens deze gedachtengang kunnen de aankondigingen van opdrachten bepalen of de opdrachten open staan voor ondernemingen die in derde landen gevestigd zijn.

## 2. Accord sur l'Espace économique européen

Pays concernés : Islande, Liechtenstein, Norvège.

Dans le cadre de l'Accord sur l'Espace économique européen, les pays précités se sont engagés à appliquer à l'égard de la Communauté européenne des dispositions identiques à celles qui existent dans les directives européennes portant coordination des procédures de passation des marchés publics « classiques » et des marchés publics dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, dits « secteurs spéciaux », ce sans préjudice des exceptions de l'article 123 de l'Accord. Cet article précise en effet qu'« aucune disposition du présent accord ne fait obstacle à ce qu'une partie contractante prenne des mesures :

a) qu'elle estime nécessaires pour empêcher une divulgation d'informations contraires à ses intérêts essentiels en matière de sécurité;

b) qui se rapportent soit à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériels de guerre ou d'autres produits indispensables pour la défense, soit à des activités de recherche, de développement ou de production indispensables pour la défense, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires;

c) qu'elle estime essentielles pour sa propre sécurité en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, en temps de guerre ou en cas de tension internationale grave constituant une menace de guerre, ou pour remplir les obligations dont elle a accepté la charge en vue de préserver la paix et la sécurité internationale ».

En conséquence, pour les marchés dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens figurant respectivement dans les arrêtés royaux du 8 janvier 1996 et du 10 janvier 1996, les soumissionnaires établis dans les trois pays concernés ont accès aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services des pouvoirs adjudicateurs visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup> et § 2, 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup> et 27 de la loi du 24 décembre 1993 pour autant que les produits et services offerts soient originaires de ces pays.

Sont également concernés, les marchés de travaux et de services des personnes privées visés respectivement aux articles 1<sup>er</sup>, § 2 et 53, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996.

En ce qui concerne les marchés publics de travaux tant du régime classique que des secteurs spéciaux et jusqu'à la mise en oeuvre de la libre circulation des travailleurs conformément à son article 28, l'Accord E.E.E. garantit un libre accès aux membres les plus importants du personnel des entrepreneurs auxquels des marchés de travaux ont été attribués ainsi qu'un accès non discriminatoire aux permis de travail.

En outre, pour les marchés publics de fournitures visés par l'arrêté royal du 10 janvier 1996, dont la valeur est égale ou supérieure aux seuils fixés pour la mise en concurrence européenne, l'article 40 de la loi du 24 décembre 1993 n'est pas applicable aux offres contenant des produits originaires de ces pays, car il y a accès comparable et effectif des entreprises de la Communauté aux marchés de ces pays.

## 3. Accord sur les marchés publics, conclu dans le cadre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (anciennement G.a.t.t.)

Pays concernés : Canada, Israël, Japon, Corée, Suisse, Etats-Unis.

Il est à noter que la Norvège, Partie à l'Accord, est également concernée mais bénéficie du régime de l'Accord E.E.E. exposé au point 2 ci-avant, plus avantageux que le régime de l'Accord sur les marchés publics.

Les entrepreneurs, fournisseurs et prestataires de services établis dans les pays tiers, Parties à l'Accord sur les marchés publics signé à Marrakech le 15 avril 1994, ont pour les travaux, fournitures et services originaires de leur pays, accès aux marchés publics (1) qui relèvent du champ d'application de l'Accord et qui sont égaux ou supérieurs aux seuils établis dans cet Accord. Ces seuils sont exprimés en droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont l'équivalence en francs belges est précisée ci-après. L'estimation de ces seuils est à effectuer selon les mêmes règles que celles fixées dans les arrêtés royaux des 8 et 10 janvier 1996.

(1) Cependant l'Accord sur les marchés publics n'accorde pas la libre circulation des travailleurs, un permis de travail étant dès lors imposé pour toute prestation sur notre territoire.

## 2. Akkoord over de Europese economische ruimte

Betrokken landen : IJsland, Liechtenstein, Noorwegen.

In het kader van het Akkoord over de Europese economische ruimte, hebben bovenvermelde landen zich ertoe verbonden, ten aanzien van de Europese gemeenschap, bepalingen toe te passen die overeenstemmen met die welke zijn opgenomen in de richtlijnen van de EEG betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van « klassieke » overheidsopdrachten en overheidsopdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie, genoemd de « speciale sectoren », dit zonder afbreuk te doen aan de uitzonderingen van artikel 123 van het Akkoord. Dit artikel bepaalt inderdaad dat « niets in deze Overeenkomst een overeenkomstsluitende partij verhindert maatregelen te treffen :

a) die zij noodzakelijk acht ter voorkoming van de verbreiding van inlichtingen die strijdig zijn met de wezenlijke belangen van haar veiligheid;

b) die betrekking hebben op de productie van of de handel in wapens, munitie en oorlogsmateriaal of andere produkten die onontbeerlijk zijn voor defensiedoeleinden of onderzoek, ontwikkeling of productie onontbeerlijk voor defensiedoeleinden, mits dergelijke maatregelen geen afbreuk doen aan de mededingingsverhoudingen voor produkten die niet bestemd zijn voor specifiek militaire doeleinden;

c) die zij noodzakelijk acht voor haar eigen veiligheid in geval van ernstige binnenlandse onlusten waardoor de openbare orde wordt verstoord, in geval van oorlog of van een ernstige internationale spanning welke oorlogsgevaar inhoudt, of om te voldoen aan de verplichtingen die zij met het oog op het behoud van de vrede en van de internationale veiligheid heeft aangegaan ».

Wat de opdrachten betreft waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan de Europese drempels waarvan sprake respectievelijk in de koninklijke besluiten van 8 januari 1996 en van 10 januari 1996, hebben de inschrijvers gevestigd in de drie betrokken landen bijgevolg toegang tot de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van de aanbestedende overheden beoogd in artikel 4, § 1 en § 2, 1<sup>o</sup> tot 8<sup>o</sup> en 10<sup>o</sup>, en 27 van de wet van 24 december 1993, voor zover de aangeboden produkten en diensten uit die landen afkomstig zijn.

De opdrachten voor aanneming van werken en van diensten van de privaatrechtelijke personen waarvan respectievelijk sprake in de artikelen 1, § 2, en 53, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 worden hier eveneens beoogd.

Inzake opdrachten voor aanneming van werken, zowel in het klassieke stelsel als in de speciale sectoren, waarborgt het Akkoord over de EER de vrije toegang voor de belangrijkste personeelsleden van de aannemers aan wie er opdrachten voor aanneming van werken werden gegund, alsook een op niet-discriminatie gebaseerde toegang tot de arbeidsvergunningen.

In het kader van de opdrachten voor aanneming van leveringen beoogd bij het koninklijk besluit van 10 januari 1996, die in waarde gelijk zijn aan of hoger zijn dan de drempelwaarden vastgelegd voor de Europese mededinging, is bovendien artikel 40 van de wet van 24 december 1993 niet van toepassing op de offertes die betrekking hebben op produkten afkomstig uit die landen vermits er een vergelijkbare en daadwerkelijke toegang voor de ondernemingen van de Gemeenschap tot de opdrachten van deze landen bestaat.

## 3. Overeenkomst inzake overheidsopdrachten, afgesloten in het kader van de Overeenkomst tot oprichting van de wereldhandelsorganisatie (de vroegere Gatt)

Betrokken landen : Canada, Israël, Japan, Korea, Zwitserland, Verenigde Staten.

Er dient te worden opgemerkt dat het stelsel EER dat werd uiteengezet onder punt 2, van toepassing is op Noorwegen dat als Partij betrokken was bij de Overeenkomst. Dat stelsel is voordeliger dan het stelsel der Overeenkomst inzake overheidsopdrachten.

De aannemers, leveranciers en dienstverleners gevestigd in derde landen, die als Partij betrokken waren bij de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten ondertekend te Marrakech op 15 april 1994, hebben voor de werken, leveringen en diensten afkomstig uit hun landen, toegang tot de overheidsopdrachten (1) die ressorteren onder het toepassingsgebied van de Overeenkomst en waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan de in die overeenkomst vastgelegde drempelwaarden uitgedrukt in speciale trekkingsrechten (STR), waarvan de daarmee overeenstemmende waarden hierna in Belgische frank worden vermeld. De raming van deze drempelwaarden moet gebeuren volgens dezelfde regels als deze die bepaald zijn in de koninklijke besluiten van 8 en 10 januari 1996.

(1) Nochtans kent de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten geen vrij verkeer van werknemers toe en een arbeidsvergunning wordt dus opgelegd voor elke prestatie op ons grondgebied.

Une exception générale est cependant prévue comme suit par l'article 23 de l'Accord :

« 1. Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme empêchant une Partie quelconque de prendre des mesures ou de ne pas divulguer des renseignements si elle l'estime nécessaire à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, se rapportant aux marchés d'armes, de munitions ou de matériel de guerre, ou aux marchés indispensables à la sécurité nationale ou aux fins de la défense nationale.

2. Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer, soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifié entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent accord ne sera interprété comme empêchant une Partie quelconque d'instituer ou d'appliquer des mesures nécessaires à la protection de la moralité publique, de l'ordre public ou de la sécurité publique, à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, ou à la protection de la propriété intellectuelle ou se rapportant à des articles fabriqués ou des services fournis par des personnes handicapées, ou dans des institutions philanthropiques, ou dans les prisons. »

### 3.1. Arrêté royal du 8 janvier 1996 : marchés publics "classiques"

Pour déterminer les obligations d'accès des candidats et soumissionnaires des pays tiers, il y a lieu de considérer :

- les pouvoirs adjudicateurs concernés : une distinction est notamment à opérer entre certains pouvoirs fédéraux et les autres;

- les marchés concernés;

- les pays tiers bénéficiaires.

#### 3.1.1. Certains pouvoirs adjudicateurs au niveau fédéral, à savoir

- les ministères fédéraux, à l'exception

. des marchés publics de fournitures dans le cadre de la coopération au développement qui, en vertu d'accords internationaux conclus avec des pays tiers et se rapportant à la passation de marchés, sont soumis à d'autres dispositions, incompatibles avec les dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1996;

. des marchés publics de fournitures passés en matière de défense, à moins qu'ils concernent des produits figurant à l'annexe 5 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996;

- la Poste;

- la Régie des Bâtiments;

- l'Office national de Sécurité sociale;

- l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants ;

- l'Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité ;

- l'Office national des Pensions;

- la Caisse auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité ;

- le Fonds des Maladies professionnelles;

Een algemene uitzondering is niettemin voorzien als volgt door het artikel 23 van de Overeenkomst :

« 1. Geen enkele bepaling van deze Overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat zij een Partij belet maatregelen te nemen of verplicht gegevens te verstrekken die zij nodig acht ter bescherming van het wezenlijke belang van haar veiligheid met betrekking tot de aanschaf van wapens, munitie of oorlogstuig of aanschaffingen die onmisbaar zijn voor de nationale veiligheid of voor nationale verdedigingsdoelinden.

2. Op voorwaarde dat de betrokken maatregelen niet zodanig worden toegepast, dat zij een middel vormen hetzij tot willekeurige of ongerechtvaardigde discriminatie tussen landen waar dezelfde omstandigheden heersen, hetzij tot een verkapte beperking van de internationale handel, wordt niets in deze Overeenkomst zodanig uitgelegd dat zij een Partij belet maatregelen te nemen of toe te passen die noodzakelijk zijn ter bescherming van de openbare zeden, orde of veiligheid, het leven of de gezondheid van mensen, dieren of planten, de intellectuele eigendom, of die betrekking hebben op artikelen gemaakt door gehandicapten, in liefdadigheidsinstellingen of in gevangnissen. »

### 3.1. Koninklijk besluit van 8 januari 1996 : « klassieke » overheidsopdrachten

Ten einde de verplichtingen inzake toegang van de kandidaten en inschrijvers van derde landen vast te leggen, dient rekening te worden gehouden met :

- de betrokken aanbestedende overheden : er dient meer bepaald een onderscheid te worden gemaakt tussen bepaalde federale overheden en de andere;

- de betrokken opdrachten;

- de begunstigde derde landen.

#### 3.1.1. Aanbestedende overheden op federaal niveau, met name :

- de federale ministeries met uitzondering

. van de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen inzake ontwikkelingssamenwerking die krachtens internationale overeenkomsten met derde landen inzake het plaatsen van opdrachten die aan andere bepalingen onderworpen zijn die niet verenigbaar zijn met de bepalingen van het besluit van 8 januari 1996;

. van de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen inzake defensie, behalve wanneer ze betrekking hebben op de producten in bijlage 5 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996;

- de Post;

- de Regie der Gebouwen;

- de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

- het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen ;

- het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;

- de Rijksdienst voor Pensioenen;

- de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;

- het Fonds voor de Beroepsziekten;

- l'Office national de l'Emploi.

- Marchés publics de travaux

Seuil : 5.000.000 D.T.S., soit actuellement 208 millions de francs (estimation HTVA). Ainsi par exemple, un marché estimé à 207 millions F. HTVA conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 doit être publié au niveau européen car il dépasse le seuil européen de 206 millions de francs. Il n'atteint cependant pas le montant estimé de 208 millions F. HTVA et n'entre donc pas dans le champ de l'Accord sur les marchés publics.

Exclusions à l'accès par pays :

Canada, Israël, Japon, Corée, Suisse : aucune exclusion;

Etats-Unis d'Amérique : exclusion des marchés de dragage.

- Marchés publics de fournitures

seuil : 130.000 D.T.S., soit actuellement 5,4 millions de francs (estimation HTVA);

Exclusions générales à l'accès pour tous les pays :

- marchés de la défense autres que ceux figurant à l'annexe 5 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (1);
- achat, développement, production ou coproduction de programmes par des organismes de radiodiffusion ainsi que des marchés concernant des temps de diffusion;
- marchés de produits agricoles passés dans le cadre de programmes de soutien agricole et de programmes d'aide alimentaire.

Exclusions à l'accès par pays :

Israël, Japon, Corée, Suisse : aucune exclusion;

Canada : exclusion pour les marchés concernant :

- les machines industrielles spéciales;
- le matériel d'informatique général, logiciel, fournitures et matériel auxiliaire, sauf pour les configurations d'équipement de traitement automatique des données;
- les machines de bureau, le matériel de bureautique et d'informatique de bureau;
- le matériel de communication, le matériel de détection des radiations et d'émission de rayonnement cohérent;

Etats-Unis : exclusion pour les équipements de contrôle du trafic aérien (2);

à l'égard du Canada et des Etats-Unis : marchés de fournitures constituant des éléments de marchés qui, bien que passés par un pouvoir adjudicateur soumis à l'Accord, ne sont pas eux-mêmes visés par l'Accord, comme par exemple, à l'égard des entreprises américaines, des marchés portant sur l'acquisition de pièces destinées à être incorporées dans des équipements de contrôle du trafic aérien.

(1) Ainsi, la majorité des fournitures textiles du Ministère de la Défense nationale ne sont pas reprises sur l'annexe 5. Elles ne tombent donc pas dans le champ de l'Accord sur les marchés publics mais la directive 93/36/CEE fournitures leur est applicable à partir du seuil européen de 8,2 millions F. HTVA.

(2) Il est à noter qu'en Belgique, les marchés se rapportant aux équipements de contrôle du trafic aérien civil sont passés exclusivement par la Régie des Voies aériennes (voir secteurs spéciaux ci-après).

- de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

- Overheidsopdrachten voor aanneming van werken

Drempelwaarde : 5.000.000 STR, d.i. thans 208 miljoen frank (raming zonder BTW). Zo, bijvoorbeeld, moet een opdracht geraamd op 207 miljoen frank zonder B.T.W. overeenkomstig de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, op Europees niveau bekendgemaakt worden omdat de Europese drempel van 206 miljoen frank wordt overschreden. De opdracht bereikt daarentegen niet het geraamde bedrag van 208 miljoen frank zonder B.T.W. en valt dus niet onder het toepassingsveld van de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten.

Uitsluitingen van de toegang per land :

Canada, Israël, Japon, Korea, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;

Verenigde Staten van Amerika : baggeropdrachten.

- Overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen

Drempelwaarde : 130.000 STR, d.i. thans 5,4 miljoen frank (raming zonder BTW);

Algemene uitsluitingen van de toegang voor alle landen :

- andere opdrachten inzake defensie dan die welke vermeld zijn in bijlage 5 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (1);
- aankoop, ontwikkeling, productie of coproductie van programma's door omroepen, alsook betreffende de zendtijd;
- opdrachten inzake landbouwproducten gegund in het kader van steunprogramma's voor de landbouw en programma's inzake voedselhulp.

Uitsluitingen van de toegang per land :

Israël, Japon, Korea, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;

Canada : uitsluiting van de opdrachten betreffende :

- machines voor bijzondere industrieën;
- algemeen informaticamateriaal, software, leveringen en hulpmateriaal, behalve configuraties van toestellen voor automatische gegevensverwerking;
- kantoor machines, bureticamateriaal en materiaal voor kantoor-informatica;
- communicatiemateriaal, materiaal voor opsporing en voor coherente straling;

Verenigde Staten : uitsluiting voor de uitrustingen voor de controle van het luchtverkeer (2);

t.a.v. Canada en de Verenigde Staten : opdrachten voor aanneming van leveringen die onderdelen van een opdracht uitmaken die alhoewel ze werden gegund door een aanbestedende overheid die aan de Overeenkomst is onderworpen, niet zelf door de Overeenkomst worden beoogd, zoals bijvoorbeeld, ten aanzien van Amerikaanse ondernemingen, opdrachten die betrekking hebben op de aankoop van onderdelen die bestemd zijn om verwerkt te worden in uitrustingen voor de controle van het luchtverkeer.

(1) Zo zijn de meeste leveringen van textiel voor het Ministerie van Landsverdediging niet in bijlage 5 opgenomen. Zij vallen dus niet in het toepassingsveld van de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten, maar de richtlijn 93/36/EEG is op hen van toepassing vanaf de Europese drempel van 8,2 miljoen frank zonder B.T.W.

(2) Er dient te worden opgemerkt dat in België de opdrachten die betrekking hebben op de uitrustingen voor de controle van het burgerlijk luchtverkeer uitsluitend door de Regie der Luchtwegen worden gegund (zie de speciale sectoren hierna).

- Marchés publics de services  
Seuil : 130.000 DTS., soit actuellement 5,4 millions de francs (estimation H.T.V.A.);

Exclusions générales à l'accès pour tous les pays :  
- catégorie 5 - CPC.7524 - services de diffusion d'émission de télévision et d'émission de radio (1);  
- catégorie 5 - CPC.7525 - services d'interconnexion;  
- catégorie 5 - CPC.7526 - services de télétravail et services de télécommunication intégrés;  
- catégorie 8 - CPC.85 - services de recherche et développement;  
- catégories B, 17 à 27, de l'annexe 2 de la loi du 24 décembre 1993.

- Overheidsopdrachten voor aanneming van diensten  
Drempel : 130.000 STR, d.i. thans 5,4 miljoen frank (raming zonder BTW)

Algemene uitsluitingen van de toegang voor alle landen :  
- categorie 5 - CPC.7524 - diensten voor de verspreiding van televisie- en radiouitzendingen (1);  
- categorie 5 - CPC.7525 - diensten voor interconnectie;  
- categorie 5 - CPC.7526 - diensten voor teleforensen en geïntegreerde diensten voor telecommunicatie;  
- categorie 8 - CPC.85 - diensten voor onderzoek en ontwikkeling;  
- categorieën B, 17 tot 27 van bijlage 2 van de wet van 24 december 1993.

(1) Pour apprécier la portée des catégories de services et des numéros de la nomenclature CPC dans la présente circulaire, voir la circulaire du Premier Ministre du 2 décembre 1997, *Moniteur belge* du 13 décembre 1997

(1) Om de draagwijdte van de categorieën van diensten en van de nummers van de CPC-nomenclatuur in deze omzendbrief te beoordelen, cfr. de omzendbrief van de Eerste Minister van 2 december 1997, *Belgisch Staatsblad* van 13 december 1997.

Exclusions à l'accès par catégorie de services et par pays

	Canada (5)	Israël	Japon	Corée	Etats-Unis (5)	Suisse
cat. 1 (6)	8865 8868	exclusion générale	633	6112 6122 8868	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 2	712 87304	exclusion générale	aucune exclusion	exclusion sauf 71233	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 3	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 4	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 5	exclusion sauf 7523	exclusion générale	exclusion sauf 7521 7523 7529	exclusion sauf 7523	exclusion sauf note (7)	
cat. 6	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 7	aucune exclusion	842 844 845 849	aucune exclusion	849	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 9	aucune exclusion	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 10	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 11	86502 86506 86509	aucune exclusion	exclusion générale	86609	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 12	8675	8675 8676	86712 86713 86722 86723 86724 86727	86752 86753 86754 86762 86763 86769	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 13	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion	8712	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 14	aucune exclusion	exclusion générale	82201 à 82206	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion

	Canada (5)	Israël	Japon	Corée	Etats-Unis (5)	Suisse
cat. 15	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion
cat. 16	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion

(5) à l'égard du Canada et des Etats-Unis : marchés de services constituant des éléments de marchés qui, bien que passés par un pouvoir adjudicateur soumis à l'Accord, ne sont pas eux-mêmes visés par l'Accord

(6) ainsi par exemple, pour la catégorie 1, « services d'entretien et de réparation », les exclusions s'appliquent respectivement comme suit :

- à l'égard du Canada : exclusion pour les services relevant des

n° 8865 : services de réparation de matériel et d'appareillage de radio, de télévision, de communication, de téléphonie, d'enregistrement ou reproduction du son et de l'image

n° 8868 : services de réparation d'autres matériels de transport (voir la nomenclature CPC dans la circulaire du Premier Ministre du 2 décembre 1997, *Moniteur belge* du 13 décembre 1997).

- à l'égard d'Israël, il y a une exclusion générale pour cette catégorie de services

- à l'égard du Japon, il y a exclusion pour les services relevant du n° 633 : (réparation de chaussures et articles en cuir etc... (voir la nomenclature CPC dans la circulaire du Premier Ministre du 2 décembre 1997, *Moniteur belge* du 13 décembre 1997).

- à l'égard de la Corée : idem pour les n°s 6112, 6122 et 8868

- à l'égard des Etats-Unis et de la Suisse, il n'y a aucune exclusion

(7) services de télécommunications et de télécommunications relatives au traitement automatique des données, à l'exception des services de télécommunications à valeur ajoutée

#### Uitsluitingen van de toegang per categorie van diensten en per land

	Canada (5)	Israël	Japon	Korea	Verenigde Staten (5)	Zwitserland
cat. 1 (6)	8865 8868	volledige uitsluiting	633	6112 6122 8868	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 2	712 87304	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	uitsluiting behalve 71233	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 3	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 4	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 5	uitsluiting behalve 7523	volledige uitsluiting	uitsluiting behalve 7521 7523 7529	uitsluiting behalve 7523	uitsluiting behalve noot (7)	
cat. 6	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 7	geen enkele uitsluiting	842 844 845 849	geen enkele uitsluiting	849	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 9	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 10	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 11	86502 86506 86509	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	86609	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 12	8675	8675 8676	86712 86713 86722 86723 86724 86727	86752 86753 86754 86762 86763 86769	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 13	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	8712	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting

	Canada (5)	Israël	Japan	Korea	Verenigde Staten (5)	Zwitserland
cat. 14	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	82201 tot 82206	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 15	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 16	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting

(5) ten aanzien van Canada en van de Verenigde Staten : opdrachten voor aanneming van diensten die onderdelen van een opdracht uitmaken die niet zelf worden beoogd door de Overeenkomst, alhoewel ze worden gegund door een aanbestedende overheid die aan de overeenkomst is onderworpen.

(6) zo bijvoorbeeld, voor categorie 1, « onderhouds- en reparatiediensten », zijn de volgende uitsluitingen respectievelijk van toepassing :

- t.a.v. Canada : uitsluiting voor de diensten die voortspuiten uit

het nummer 8865 = reparatiediensten van radio-, televisie- en communicatie- en telefonieuitrusting en -toestellen, van uitrusting en toestellen voor de opname of reproductie van geluids- en beeldmateriaal;

het nummer 8868 = reparatiediensten van het overige transportmaterieel, (zie de nomenclatuur CPC in de omzendbrief van de Eerste Minister van 2 december 1997, *Belgisch Staatsblad* van 13 december 1997).

- t.a.v. Israël is er een volledige uitsluiting van deze categorie van diensten

- t.a.v. Japan is er uitsluiting van de diensten die voortspuiten uit nummer 633 : (reparatie van schoenen en lederwaren, enz... (zie de nomenclatuur CPC in de omzendbrief van de Eerste Minister van 2 december 1997, *Belgisch Staatsblad* van 13 december 1997).

- t.a.v. Korea : idem voor de nummers 6112, 6122 en 8868

- t.a.v. de Verenigde Staten en Zwitserland is er geen enkele uitsluiting

(7) telecommunicatiediensten en diensten m.b.t. de automatische gegevenswerking, uitgezonderd de telecommunicatiediensten met toegevoegde waarde.

3.1.2. Pouvoirs adjudicateurs autres que les pouvoirs adjudicateurs fédéraux visés au 3.1.1.

3.1.2.1. Marchés publics de travaux

Seuil : 5.000.000 DTS, soit actuellement 208 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions à l'accès par pays :

Israël, Japon, Corée, Suisse : aucune exclusion;

Canada : exclusion générale;

Etats-Unis : exclusion générale.

3.1.2.2. Marchés publics de fournitures

Seuil : 200.000 DTS, soit actuellement 8,3 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions générales à l'accès pour tous les pays :

- l'achat, le développement, la production ou la coproduction de programmes par des organismes de radiodiffusion ainsi que des marchés concernant des temps de diffusion;

- les marchés de produits agricoles passés dans le cadre de programmes de soutien agricole et de programmes d'aide alimentaire,

Exclusions à l'accès par pays :

Israël, Japon, Corée, Suisse : aucune exclusion;

Canada : exclusion générale;

Etats-Unis : exclusion pour

- les équipements de contrôle du trafic aérien (8);

- les marchés de fournitures constituant des éléments de marchés qui, bien que passés par un pouvoir adjudicateur soumis à l'Accord, ne sont pas en tant que tels visés par l'Accord.

(8) Il est à noter qu'en Belgique, les marchés se rapportant aux équipements de contrôle du trafic aérien civil sont passés exclusivement par la Régie des Voies aériennes (voir secteurs spéciaux ci-après).

3.1.2. Andere aanbestedende overheden dan de federale aanbestedende overheden beoogd in punt 3.1.1.

3.1.2.1. Overheidsopdrachten voor aanneming van werken

Drempelwaarde : 5.000.000 STR, d.i. thans 208 miljoen frank (raming zonder BTW).

Uitsluitingen van de toegang per land :

Israël, Japan, Korea, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;

Canada : volledige uitsluiting;

Verenigde Staten : volledige uitsluiting.

3.1.2.2. Overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen

Drempelwaarde : 200.000 STR, d.i. thans 8,3 miljoen frank (raming zonder BTW).

Algemene uitsluitingen van de toegang voor alle landen :

- de aankoop, ontwikkeling, productie of coproductie van programma's door omroepen, alsook betreffende de zendtijd;

- de opdrachten inzake landbouwproducten gegund in het kader van steunprogramma's inzake voedselhulp.

Uitsluitingen van de toegang per land :

Israël, Japan, Korea, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;

Canada : volledige uitsluiting;

Verenigde Staten : uitsluiting voor

- de uitrustingen voor de controle van het luchtverkeer (8);

- de opdrachten van leveringen die elementen uitmaken van opdrachten die, al zijn ze gegund door een aan de Overeenkomst onderworpen aanbestedende overheid, worden niet als dusdanig door de Overeenkomst bedoeld.

(8) Er dient opgemerkt te worden dat in België de opdrachten die betrekking hebben op de uitrustingen voor de controle van het burgerlijk luchtverkeer uitsluitend door de Regie der Luchtweegen worden gegund (zie de speciale sectoren hierna).

## 3.1.2.3. Marchés publics de services

Seuil : 200.000 DTS, soit actuellement 8,3 millions de francs (estimation HTVA).

Exclusions générales à l'accès pour tous les pays :

- catégorie 5 - CPC.7524 - services de diffusion d'émission de télévision et d'émission de radio;
- catégorie 5 - CPC.7525 - services d'interconnexion;
- catégorie 5 - CPC.7526 - services de télétravail et services de télécommunication intégrés;
- catégorie 8 - CPC.85 - services de recherche et développement;
- catégories B, 17 à 27, de l'annexe 2 de la loi du 24 décembre 1993.

## 3.1.2.3. Overheidsopdrachten voor aanneming van diensten

Drempelwaarde : 200.000 STR, d.i. thans 8,3 miljoen frank (raming zonder BTW).

Algemene uitsluitingen van de toegang voor alle landen :

- categorie 5 - CPC.7524 - diensten voor de verspreiding van televisie- en radio-uitzendingen;
- categorie 5 - CPC.7525 - diensten voor interconnectie;
- categorie 5 - CPC.7526 - diensten voor teleforensen en geïntegreerde diensten voor telecommunicatie;
- categorie 8 - CPC.85 - Diensten voor onderzoek en ontwikkeling;
- categorieën B, 17 tot 27 van bijlage 2 van de wet van 24 december 1993.

	Canada (9)	Israël	Japon	Corée	Etats-Unis (9)	Suisse
cat. 1	exclusion générale	exclusion générale	633	6112 6122 8868	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 2	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion	exclusion sauf 71233	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 3	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 4	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 5	exclusion générale	exclusion générale	exclusion sauf 7521 7523 7529	exclusion sauf 7523	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 6	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 7	exclusion générale	842 844 845 849	aucune exclusion	849	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 9	exclusion générale	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 10	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 11	exclusion générale	aucune exclusion	exclusion générale	86609	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 12	exclusion générale	8675 8676	86712 86713 86722 86723 86724 86727	86752 86753 86754 86762 86763 86769	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 13	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion	8712	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 14	exclusion générale	exclusion générale	82201 à 82206	exclusion générale	générale exclusion	aucune exclusion
cat. 15	exclusion générale	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion	exclusion générale	aucune exclusion
cat. 16	exclusion générale	aucune exclusion	aucune exclusion	aucune exclusion	exclusion générale	aucune exclusion

(9) à l'égard du Canada et des Etats-Unis : marchés de services constituant des éléments de marchés qui, bien que passés par un pouvoir adjudicateur soumis à l'Accord, ne sont pas eux-mêmes visés par l'Accord.

## Uitsluitingen van de toegang per categorie van diensten en per land

	Canada (9)	Israël	Japon	Korea	Verenigde Staten (9)	Zwitserland
cat. 1	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	633	6112 6122 8868	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 2	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	uitsluiting behalve 71233	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 3	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 4	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting



	Canada (9)	Israël	Japan	Korea	Verenigde Staten (9)	Zwitserland
cat. 5	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	uitsluiting behalve 7521 7523 7529	uitsluiting behalve 7523	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 6	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 7	volledige uitsluiting	842 844 845 849	geen enkele uitsluiting	849	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 9	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 10	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 11	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	86609	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 12	volledige uitsluiting	8675 8676	86712 86713 86722 86723 86724 86727	86752 86753 86754 86762 86763 86769	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 13	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	8712	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 14	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	82201 tot 82206	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 15	volledige uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting
cat. 16	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	geen enkele uitsluiting	volledige uitsluiting	geen enkele uitsluiting

(9) Ten aanzien van Canada en van de Verenigde Staten : opdrachten voor aanneming van diensten die onderdelen van een opdracht uitmaken die niet zelf worden beoogd door de Overeenkomst, alhoewel ze worden gegund door een aanbestedende overheid die aan de Overeenkomst is onderworpen.

### 3.2. Arrêté royal du 10 janvier 1996 : marchés publics dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

3.2.1. Des obligations en matière d'accès des soumissionnaires de pays tiers à ces marchés couvrent exclusivement les marchés des autorités publiques et des entreprises publiques qui exercent des activités dans les secteurs visés par l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

3.2.2. Secteur de la production, du transport et de la distribution de l'eau potable

Pouvoirs adjudicateurs soumis à l'application du livre premier, titre IV, de la loi du 24 décembre 1993 dont notamment la Société wallonne des Distributions d'eau, la Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening, les régies communales et les associations intercommunales gérant ces activités.

#### 3.2.2.1. Marchés publics de travaux

Seuil : 5.000.000 DTS, soit actuellement 208 millions de francs (estimation H.T.V.A.);

Exclusions à l'accès par pays :

Israël, Japon, Corée, Suisse : aucune exclusion;

Canada : exclusion générale;

Etats-Unis : exclusion générale.

#### 3.2.2.2. Marchés publics de fournitures

Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions à l'accès par pays :

Israël, Japon, Corée, Suisse : aucune exclusion;

Canada : exclusion générale;

Etats-Unis : exclusion générale.

### 3.2. Koninklijk besluit van 10 januari 1996 : overheidsopdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie

3.2.1. De verplichtingen inzake toegang van de inschrijvers van derde landen tot die opdrachten hebben uitsluitend betrekking op opdrachten van de overheid en van de overheidsbedrijven die activiteiten uitoefenen in de sectoren bepaald in het koninklijk besluit van 10 januari 1996.

3.2.2. Op het gebied van de productie, het vervoer en de distributie van drinkwater

Aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de toepassing van boek I, titel IV, van de wet van 24 december 1993 waaronder met name de « Société Wallonne des Distributions d'eau », de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening, de gemeentelijke regieën en de intercommunale verenigingen die deze activiteiten beheren.

#### 3.2.2.1. Overheidsopdrachten voor aanneming van werken

Drempelwaarde : 5.000.000 STR, d.i. thans 208 miljoen frank (raming zonder BTW);

Uitsluitingen van de toegang per land :

Israël, Japan, Korea, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;

Canada : volledige uitsluiting;

Verenigde Staten : volledige uitsluiting.

#### 3.2.2.2. Overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen

Drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW).

Uitsluiting van de toegang per land :

Israël, Japan, Korea, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;

Canada : volledige uitsluiting;

Verenigde Staten : volledige uitsluiting.

## 3.2.2.3. Marchés publics de services

Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions générales à l'accès pour tous les pays :

- catégorie 5 - CPC.7524 - services de diffusion d'émission de télévision et d'émission de radio ;
- catégorie 5 - CPC.7525 - services d'interconnexion;
- catégorie 5 - CPC.7526 - services de télétravail et services de télécommunication intégrés;
- catégorie 8 - CPC.85 - services de recherche et développement;
- catégories B, 17 à 27 de l'annexe 2 de la loi du 24 décembre 1993.

Exclusions à l'accès par pays :

- Suisse : aucune exclusion;
- Canada : exclusion générale;
- Etats-Unis : exclusion générale;
- Israël; Japon, Corée : voir les exclusions par catégorie de services établies pour ces trois pays au tableau en 3.1.1.

## 3.2.2.4. Applicabilité de l'article 40 de la loi du 24 décembre 1993

Pour les marchés publics de fournitures dont le montant est égal ou supérieur aux seuils de l'Accord sur les marchés publics, l'article 40 de la loi n'est pas applicable aux offres contenant des produits originaires de Corée, du Japon, de Suisse et d'Israël car il y a accès comparable et effectif des entreprises de la Communauté aux marchés de ces pays.

## 3.2.3. Secteur de la production, du transport et de la distribution d'électricité

Pouvoirs adjudicateurs soumis à l'application du livre premier, titre IV et de l'article 63 de la loi du 24 décembre 1993, dont notamment les régies communales et les associations intercommunales gérant ces activités.

## 3.2.3.1. Marchés publics de travaux

Seuil : 5.000.000 DTS, soit actuellement 208 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions à l'accès par pays :

Israël, Corée, Suisse, Etats-Unis : aucune exclusion;

Canada : exclusion générale;

Japon : exclusion générale.

## 3.2.3.2. Marchés publics de fournitures

Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions à l'accès par pays :

- Suisse, Etats-Unis : aucune exclusion;
- Canada : exclusion générale;
- Japon : exclusion générale;
- Corée : transformateurs, matériel de distribution et de commande électrique, armoires de commande, fils et câbles isolés;
- Israël : moteurs et génératrices, matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension, compteurs d'électricité.

## 3.2.3.3. Marchés publics de services

Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions générales à l'accès : idem point 3.1.1.3.;

Exclusions à l'accès par pays :

- Suisse : aucune exclusion;
- Canada : exclusion générale;
- Japon : exclusion générale;
- Israël, Corée, Etats-Unis : voir les exclusions par catégorie de services établies pour ces trois pays au tableau en 3.1.1.

## 3.2.2.3. Overheidsopdrachten voor aanneming van diensten

Drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW).

Algemene uitsluitingen van de toegang voor alle landen :

- categorie 5 - CPC.7524 - diensten voor de verspreiding van televisie- en radio-uitzendingen;
- categorie 5 - CPC.7525 - diensten voor interconnectie;
- categorie 5 - CPC.7526 - diensten voor teleforensen en geïntegreerde diensten voor telecommunicatie;
- categorie 8 - CPC.85 - diensten voor onderzoek en ontwikkeling;
- categorieën B, 17 tot 27 van bijlage 2 van de wet van 24 december 1993.

Uitsluitingen van de toegang per land :

- Zwitserland : geen enkele uitsluiting;
- Canada : volledige uitsluiting;
- Verenigde Staten : volledige uitsluiting;
- Israël, Japan, Korea : zie de uitsluitingen per categorie van diensten die voor deze drie landen werden bevestigd in de tabel onder punt 3.1.1.

## 3.2.2.4. Toepasbaarheid van artikel 40 van de wet van 24 december 1993

Voor de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan de drempelwaarden van de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten, is dit artikel 40 niet van toepassing op de offertes die betrekking hebben op de producten afkomstig uit Korea, Japan, Zwitserland en Israël, vermits er een vergelijkbare en daadwerkelijke toegang voor de ondernemingen van de Gemeenschap tot de opdrachten van deze landen bestaat.

## 3.2.3. Op het gebied van de productie, het vervoer en de distributie van elektriciteit

Aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de toepassing van boek I, titel IV en van artikel 63 van de wet van 24 december 1993, waaronder met name de gemeentelijke regieën en de intercommunale verenigingen die deze activiteiten beheren.

## 3.2.3.1. Overheidsopdrachten voor aanneming van werken

Drempelwaarde : 5.000.000 STR, d.i. thans 208 miljoen frank (raming zonder BTW).

Uitsluitingen van de toegang per land :

Israël, Korea, Zwitserland, Verenigde Staten : geen enkele uitsluiting;

Canada : volledige uitsluiting;

Japon : volledige uitsluiting.

## 3.2.3.2. Overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW).

Uitsluitingen van de toegang per land :

- Zwitserland, Verenigde Staten : geen enkele uitsluiting;
- Canada : volledige uitsluiting;
- Japon : volledige uitsluiting;
- Korea : transformatoren, materieel voor distributie en elektrische bediening, schakelkasten, geïsoleerde draden en kabels;
- Israël : motoren en generatoren, materieel voor distributie en elektrische bediening voor laagspanning, elektriciteitsmeters.

## 3.2.3.3. Overheidsopdrachten voor aanneming van diensten

Drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW).

Algemene uitsluitingen van de toegang : idem punt 3.1.1.3.;

Uitsluitingen van de toegang per land :

- Zwitserland : geen enkele uitsluiting;
- Canada : volledige uitsluiting;
- Japon : volledige uitsluiting;
- Israël, Korea, Verenigde Staten : zie de uitsluitingen per categorie van diensten, vernoemd voor deze drie landen in de tabel onder punt 3.1.1.

## 3.2.3.4. Applicabilité de l'article 40 de la loi du 24 décembre 1993

Pour les marchés publics de fournitures dont le montant est égal ou supérieur aux seuils de l'Accord sur les marchés publics, l'article 40 de la loi n'est pas applicable aux offres contenant des produits originaires des Etats-Unis et de Suisse car il y a accès comparable et effectif des entreprises de la Communauté aux marchés de ces pays.

3.2.4. Secteur des transports urbains par voies ferrées (10), des systèmes automatiques, tramways, trolleybus, autobus ou câbles.

Pouvoirs adjudicateurs soumis à l'application du livre premier, titre IV de la loi du 24 décembre 1993 :

- Société régionale wallonne du transport;
- Société des Transports intercommunaux bruxellois;
- Vlaamse Vervoermaatschappij De Lijn.

## 3.2.4.1. Marchés publics de travaux

Seuil : 5.000.000 DTS, soit actuellement 208 millions de francs (estimation H.T.V.A.);

Exclusions à l'accès par pays :

Suisse : aucune exclusion;  
Canada, Israël, Japon, Corée, Etats-Unis : exclusion générale.

## 3.2.4.2. Marchés publics de fournitures

Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions à l'accès par pays :

Suisse : aucune exclusion;  
Canada, Israël, Japon, Corée, Etats-Unis : exclusion générale.

## 3.2.4.3. Marchés publics de services

Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.);

Exclusions à l'accès par pays :

Suisse : aucune exclusion;  
Canada, Israël, Japon, Corée, Etats-Unis : exclusion générale.

## 3.2.4.4. Applicabilité de l'article 40 de la loi du 24 décembre 1993

Pour les marchés publics des fournitures dont le montant est égal ou supérieur aux seuils de l'Accord sur les marchés publics, l'article 40 de la loi n'est pas applicable aux offres contenant des produits originaires de Suisse, car il y a accès comparable et effectif des entreprises de la Communauté aux marchés de ce pays.

3.2.5. Secteur des installations portuaires et d'autres terminaux de transport maritime ou fluvial

Pouvoirs adjudicateurs soumis à l'application du livre premier, titre IV et de l'article 63 de la loi du 24 décembre 1993, et gérant ces activités, notamment :

- Port de Bruxelles;
- Port autonome de Liège;
- Port autonome de Namur;
- Port autonome de Charleroi;
- Port de la Ville de Gand;
- Maatschappij der Brugse Haveninrichtingen;
- Port d'Anvers;
- Port de Nieuport;
- Port d'Ostende.

(10) A l'exception de la S.N.C.B. et de ses filiales.

## 3.2.3.4. Toepasbaarheid van artikel 40 van de wet van 24 december 1993

Voor de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan de drempelwaarden van de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten, is dit artikel 40 van de wet niet van toepassing op de offertes die betrekking hebben op produkten afkomstig uit de Verenigde Staten en Zwitserland, vermits er een vergelijkbare en daadwerkelijke toegang voor de ondernemingen van de Gemeenschap tot de opdrachten van deze landen bestaat.

3.2.4. Op het gebied van het stadsvervoer per spoor (10), via zelfbesturingssystemen, per tram, trolleybus en autobus of kabelbanen

Aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de toepassing van boek I, titel IV van de wet van 24 december 1993 :

- S.R.W.T.;
- M.I.V.B.;
- Vlaamse Vervoermaatschappij De Lijn.

## 3.2.4.1. Overheidsopdrachten voor aanneming van werken

Drempelwaarde : 5.000.000 STR, d.i. thans 208 miljoen frank (raming zonder BTW);

Uitsluitingen van de toegang per land :

Zwitserland : geen enkele uitsluiting;  
Canada, Israël, Japan, Korea, Verenigde Staten : volledige uitsluiting.

## 3.2.4.2. Overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen

Drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW).

Uitsluitingen van de toegang per land :

Zwitserland : geen enkele uitsluiting;  
Canada, Israël, Japan, Korea, Verenigde Staten : volledige uitsluiting.

## 3.2.4.3. Overheidsopdrachten voor aanneming van diensten

Drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW);

Uitsluitingen van de toegang per land :

Zwitserland : geen enkele uitsluiting;  
Canada, Israël, Japan, Korea, Verenigde Staten : volledige uitsluiting.

## 3.2.4.4. Toepasbaarheid van artikel 40 van de wet van 24 december 1993

Voor de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan de drempelwaarden van de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten, is dit artikel 40 van de wet niet van toepassing op de offertes die betrekking hebben op produkten afkomstig uit Zwitserland, vermits er een vergelijkbare en daadwerkelijke toegang voor de ondernemingen van de Gemeenschap tot de opdrachten van dit land bestaat.

3.2.5. Op het gebied van de haveninstallaties en andere terminals voor vervoer over zee of langs de binnenwateren

Aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de toepassing van boek I, titel IV en van artikel 63 van de wet van 24 december 1993, en die deze activiteiten beheren :

- Haven van Brussel;
- Autonome haven van Luik;
- Autonome haven van Namen;
- Autonome haven van Charleroi;
- Haven van de Stad Gent;
- Maatschappij der Brugse Haveninrichtingen;
- Haven van Antwerpen;
- Haven van Nieuwpoort;
- Haven van Oostende.

(10) Uitgezonderd de N.M.B.S. en haar dochterondernemingen.

3.2.5.1. Marchés publics de travaux  
Seuil : 5.000.000 DTS, soit actuellement 208 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions à l'accès par pays :  
Israël, Japon, Corée, Suisse : aucune exclusion;  
Canada : exclusion générale;  
Etats-Unis : exclusion des marchés de dragage.

3.2.5.2. Marchés publics de fournitures :  
Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.).

Exclusions à l'accès par pays :  
Israël, Japon, Corée, Suisse : aucune exclusion;  
Canada : exclusion générale;  
Etats-Unis : exclusion des marchés liés à la construction navale.

3.2.5.3. Marchés publics de services  
Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.);

Exclusions à l'accès par pays :  
Suisse : aucune exclusion;  
Canada : exclusion générale;  
Israël, Japon, Corée, Etats-Unis : voir les exclusions par catégorie de services établies pour ces quatre pays au tableau en 3.1.1.;  
Etats-Unis : exclusion des marchés liés à la construction navale

3.2.5.4. Applicabilité de l'article 40 de la loi du 24 décembre 1993

Pour les marchés publics de fournitures dont le montant est égal ou supérieur aux seuils de l'Accord sur les marchés publics, l'article 40 de la loi n'est pas applicable aux offres contenant des produits originaires de Corée, de Suisse, du Japon, d'Israël et des Etats-Unis, car il y a accès comparable et effectif des entreprises de la Communauté aux marchés de ces pays.

3.2.6. Secteur des installations aéroportuaires et d'autres terminaux de transport aérien

Pouvoirs adjudicateurs soumis à l'application du livre premier, titre IV et de l'article 63 de la loi du 24 décembre 1993.

3.2.6.1. Marchés publics de travaux

Seuil : 5.000.000 DTS, soit actuellement 208 millions de francs (estimation H.T.V.A.).  
Exclusions à l'accès par pays :  
Israël, Japon, Suisse : aucune exclusion;  
Canada, Corée, Etats-Unis : exclusion générale.

3.2.6.2. Marchés publics de fournitures

Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.).  
Exclusions à l'accès par pays :  
Israël, Japon, Suisse : aucune exclusion;  
Canada, Corée, Etats-Unis : exclusion générale.

3.2.6.3. Marchés publics de services

Seuil : 400.000 DTS, soit actuellement 16,7 millions de francs (estimation H.T.V.A.).  
Exclusions à l'accès par pays :  
Suisse : aucune exclusion;  
Canada, Corée, Etats-Unis : exclusion générale;  
Israël, Japon : voir les exclusions par catégorie de services établies pour ces deux pays au tableau en 3.1.1.

3.2.5.1. Overheidsopdrachten voor aanneming van werken  
Drempelwaarde : 5.000.000 STR, d.i. thans 208 miljoen frank (raming zonder BTW).

Uitsluitingen van de toegang per land :  
Israël, Japan, Korea, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;  
Canada : volledige uitsluiting;  
Verenigde Staten : uitsluiting voor de opdrachten inzake baggerwerken.

3.2.5.2. Overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen :  
Drempelwaarde 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW).

Uitsluitingen van de toegang per land :  
Israël, Japan, Korea, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;  
Canada : volledige uitsluiting;  
Verenigde Staten : uitsluiting van de opdrachten in verband met scheepsbouw.

3.2.5.3. Overheidsopdrachten voor aanneming van diensten  
Drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW);

Uitsluitingen van de toegang per land :  
Zwitserland : geen enkele uitsluiting;  
Canada : volledige uitsluiting;  
Israël, Japan, Korea, Verenigde Staten : zie de uitsluitingen per categorie van diensten, vernoemd voor deze tabel onder punt 3.1.1.;  
Verenigde Staten : uitsluiting van de opdrachten in verband met scheepsbouw.

3.2.5.4. Toepasbaarheid van artikel 40 van de wet van 24 december 1993

Voor de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan de drempelwaarde van de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten, is dit artikel 40 van de wet niet van toepassing op de offertes die betrekking hebben op produkten afkomstig uit Korea, Zwitserland, Japan, Israël en de Verenigde Staten, vermits er een vergelijkbare en daadwerkelijke toegang voor de ondernemingen van de Gemeenschap tot de opdrachten van deze landen bestaat.

3.2.6. Op het gebied van de luchthaveninstallaties en van andere terminals voor luchtvervoer

Aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de toepassing van boek I, titel IV van artikel 63 van de wet van 24 december 1993.

3.2.6.1. Overheidsopdrachten voor aanneming van werken

Drempelwaarde : 5.000.000 STR, d.i. thans 208 miljoen frank (raming zonder BTW).  
Uitsluitingen van de toegang per land :  
Israël, Japan, Zwitserland : geen enkele uitsluiting ;  
Canada, Korea, Verenigde Staten : volledige uitsluiting.

3.2.6.2. Overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen

Drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW).  
Uitsluitingen van de toegang per land :  
Israël, Japan, Zwitserland : geen enkele uitsluiting;  
Canada, Korea, Verenigde Staten : volledige uitsluiting.

3.2.6.3. Overheidsopdrachten voor aanneming van diensten

Drempelwaarde : 400.000 STR, d.i. thans 16,7 miljoen frank (raming zonder BTW).  
Uitsluitingen van de toegang per land :  
Zwitserland : geen enkele uitsluiting;  
Canada, Korea, Verenigde Staten : volledige uitsluiting;  
Israël, Japan : zie de uitsluitingen per categorie van diensten, vernoemd voor deze twee landen in de tabel onder punt 3.1.1.

## 3.2.6.4. Applicabilité de l'article 40 de la loi du 24 décembre 93

Pour les marchés publics de fournitures dont le montant est égal ou supérieur aux seuils de l'Accord sur les marchés publics, l'article 40 de la loi n'est pas applicable aux offres contenant des produits originaires du Japon, de Suisse et d'Israël, car il y a accès comparable et effectif des entreprises de la Communauté aux marchés de ces pays.

#### 4. Règlement 93/461/CEE du Conseil du 8 juin 1993 concernant l'accès des soumissionnaires des États-Unis d'Amérique aux marchés publics (JOCE L146 du 17 juin 1993)

En vertu de ce Règlement, les pouvoirs adjudicateurs fédéraux sont tenus de rejeter les offres faites par les entrepreneurs, les fournisseurs et les prestataires de services établis aux États-Unis et opérant à partir de ce pays pour les marchés publics de travaux, de fournitures et de services dont la valeur est inférieure respectivement à 206 millions de francs, 5,1 millions de francs (11) et 8,2 millions de francs.

Ces offres peuvent néanmoins être admises au cas par cas, lorsque leur acceptation est nécessaire pour :

- a) éviter de limiter la concurrence à un unique fournisseur, entrepreneur ou prestataire de services;
- b) assurer la continuité de l'approvisionnement en fournitures ou en services;
- c) obtenir des biens ou des services présentant des caractéristiques particulières qu'il n'est pas possible d'obtenir autrement;
- d) éviter des coûts disproportionnés pour l'autorité publique concernée;
- e) protéger la sécurité de l'État.

Toute décision d'admission doit être immédiatement communiquée aux Services du Premier Ministre.

#### 5. Accords européens établissant une association entre les Communautés européennes et divers pays d'Europe centrale et orientale

Ces accords européens actuellement en vigueur concernent les pays suivants : Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Roumanie et Bulgarie.

L'ouverture des marchés publics y est prévue de manière progressive sur base de non-discrimination et de réciprocité. Les entreprises de ces pays qui ont leur siège statutaire ou leur principal établissement sur leur territoire national, et dont l'activité a un lien effectif et continu avec l'économie de leur pays, ont accès aux procédures de passation des marchés publics conformément à la réglementation communautaire en bénéficiant d'un traitement qui ne doit pas être moins favorable que celui accordé aux entreprises de la Communauté.

Cependant, la libre circulation des travailleurs n'est pas encore établie, de même que la libre prestation des services.

Par ailleurs, pour les marchés publics de fournitures visés par l'arrêté royal du 10 janvier 1996, l'article 40 de la loi du 24 décembre 1993 est d'application.

Mes Services (Chancellerie, section des Marchés publics, tél. 02/501.02.11, fax. 02/513.08.73) sont à la disposition des pouvoirs adjudicateurs pour toute information complémentaire.

Le Premier Ministre,  
J.-L. Dehaene.

(11) Le règlement fixe en effet, en l'espèce, un montant de 125.576 Ecus pour les fournitures.

## 3.2.6.4. Toepasbaarheid van artikel 40 van de wet van 24 december 1993

Voor de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan de drempelwaarden van de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten, is dit artikel 40 van de wet niet van toepassing op de offertes die betrekking hebben op produkten afkomstig uit Japan, Zwitserland en Israël, vermits er een vergelijkbare en daadwerkelijke toegang voor de ondernemingen van de Gemeenschap tot de opdrachten van deze landen bestaat.

#### 4. Verordening 93/461/EEG van de Raad van 8 juni 1993 betreffende de toegang van de inschrijvers van de Verenigde Staten van Amerika tot de overheidsopdrachten (PBEG nr. L146 van 17 juni 1993)

Krachtens de Verordening, zijn de aanbestedende overheden verplicht de offertes af te wijzen, die door de aannemers, leveranciers en dienstverleners gevestigd in de Verenigde Staten worden ingediend, waarbij de activiteiten uitgaan van dat land voor de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, waarvan de waarde respectievelijk lager is dan 208 miljoen frank, 5,1 miljoen frank (11) en 8,2 miljoen frank.

Naargelang van het geval, kunnen deze offertes nochtans worden aanvaard, wanneer hun aanvaarding noodzakelijk is ten einde :

- a) te vermijden dat de mededinging tot één enkele leverancier, aannemer of dienstverlener beperkt blijkt;
- b) de continuïteit van de voorziening met leveringen of diensten te verzekeren;
- c) goederen of diensten met bijzondere eigenschappen te bekomen die men onmogelijk op een andere wijze kan bekomen;
- d) te vermijden dat de kosten onevenredig zijn voor de betrokken overheid ;
- e) de veiligheid van de Staat te waarborgen.

Elke beslissing van die aard dient onmiddellijk te worden medegedeeld aan de Diensten van de Eerste Minister.

#### 5. Europese akkoorden die een associatie tot stand brengen tussen de Europese Gemeenschap en verscheidene landen van centraal- en oost-Europa

De Europese akkoorden die momenteel van kracht zijn betreffende volgende landen : Polen, Hongarije, Tsjechië, Slovaquie, Roemenië en Bulgarije.

De opening van de overheidsopdrachten werd daarin voorzien op een progressieve wijze op grond van non-discriminatie en van wederkerigheid. De ondernemingen van deze landen die hun statutaire zetel of hun hoofdvestiging op hun nationaal grondgebied hebben, bezitten toegang tot de gunningsprocedures van de overheidsopdrachten overeenkomstig de reglementering van de Gemeenschap doordat zij genieten van een behandeling die niet minder gunstig mag zijn dan deze die werd toegekend aan de ondernemingen van de Gemeenschap.

Ondertussen is het vrij verkeer van werknemers nog niet gerealiseerd, net zo min als het vrij verkeer van diensten.

Voor de overheidsopdrachten die beoogd worden door het koninklijk besluit van 10 januari 1996 is artikel 40 van de wet van 24 december 1993 touwens van toepassing.

Mijn Diensten (Kanselarij, afdeling overheidsopdrachten, telefoon 02/501.02.11, fax. 02/513.08.73) staan ter beschikking van de aanbestedende overheden voor alle aanvullende informatie.

De Eerste Minister,  
J.-L. Dehaene.

(11) De verordening bepaalt inderdaad, in dit geval, een bedrag van 125.576 Ecu voor de leveringen.

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[97/29128]

## Office de Contrôle des Assurances

## Attribution de pouvoirs. — Groupe du Lloyd's de Londres

M. Christopher John Howarth Turner, « Head of Development & Operations Europe », a été désigné, à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1997, comme mandataire général unique pour la Belgique de l'« Association d'assureurs connue sous la dénomination Lloyd's » (code administratif n° 0860), avec le pouvoir d'être attrait en justice en cette qualité et pouvoir d'engager les souscripteurs intéressés du Lloyd's (articles 32 des Troisièmes directives européennes 92/49/CEE du 18 juin 1992 « assurance non vie » et 92/96/CEE du 10 novembre 1992 « assurance vie »).

M. Christopher John Howarth Turner a élu domicile à l'adresse suivante : L'Association d'assureurs connue sous la dénomination Lloyds, c/o De Bandt, Van Hecke & Lagae, rue Brederode 13, 1000 Bruxelles.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/29128]

## Controledienst voor de Verzekeringen

## Toekening van bevoegdheden. — Llyod's Groep van Londen

De heer Christopher John Howarth Turner, « Head of Development & Operations Europe », werd met ingang van 1 juli 1997, aangeduid als enige algemeen lasthebber voor België van de « Vereniging van verzekeraars bekend als Lloyd's » (administratief codenummer 0860), met de bevoegdheid om in deze hoedanigheid te worden gedagvaard en om de betrokken « underwriters » van Lloyd's te binden (artikelen 32 van de Derde Europese richtlijnen 92/49/EEG van 18 juni 1992 « verzekering niet-leven », en 92/96/EEG van 10 november 1992 « verzekering leven »).

De heer Christopher John Howarth Turner doet woonstkeuze op het volgend adres : Vereniging van verzekeraars bekend als Lloyd's, c/o De Bandt, Van Hecke & Lagae, Brederodestraat 13, 1000 Brussel. (29128)

## MINISTERE DES FINANCES

[C - 97/03665]

**28 NOVEMBRE 1997. — Circulaire relative à l'application de l'arrêté royal du 15 juillet 1997 portant des mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques, pris en application des articles 2, § 1<sup>er</sup>, et 3, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, et § 2 de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne**

Madame, Monsieur,

La présente circulaire vise à préciser les modalités d'application de l'arrêté royal précité.

## I. Définitions.

Au sens de l'article 3 de l'arrêté, on entend par :

1. Disponibilités à moyen et long terme : les fonds placés pour une durée égale ou supérieure à trois mois.
2. Disponibilités à vue : les fonds dont un organisme a besoin pour sa gestion journalière.
3. Disponibilités à court terme : les fonds dont un organisme n'a pas besoin pour assurer sa gestion journalière et qui sont placés pour une durée inférieure à trois mois.

## II. Régime de l'article 3 de l'arrêté.

1. Disponibilités à moyen et long terme (3 mois et plus).

Ces disponibilités doivent être investies en instruments financiers émis par l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions, tels que certificats de trésorerie, billets de trésorerie, obligations linéaires, etc.

Chaque organisme s'adressera à son banquier habituel pour la réalisation de ces placements.

## 2. Disponibilités à court terme (moins de 3 mois).

Sans préjudice de dérogations accordées individuellement à certains organismes, les disponibilités à court terme doivent être placées sur un compte de trésorerie rémunéré ouvert auprès du Trésor, selon les modalités suivantes :

— Les versements doivent être faits sur le compte numéro 100-0040000-70 ouvert au nom du Trésor auprès de la Banque Nationale de Belgique.

— Il y aura lieu d'indiquer comme référence "compte 5000".

— Le montant doit être au minimum de 10 millions de francs.

— Les opérations doivent être conclues pour départ J + 2; les données suivantes seront par conséquent communiquées aux opérateurs de la Salle des Marchés du Trésor au plus tard deux jours bancaires ouvrables avant la date-valeur du versement :

1. Le montant (le plus précis possible)
2. Le taux
3. La date valeur du versement
4. La date valeur à laquelle les fonds doivent être remboursés

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

[C - 97/03665]

**28 NOVEMBER 1997. — Omzendbrief betreffende de toepassing van het koninklijk besluit van 15 juli 1997 houdende maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid, genomen in toepassing van de artikelen 2, § 1 en 3, § 1, 6<sup>o</sup> en § 2 van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese economische en monetaire unie**

Mevrouw, Mijnheer,

In deze omzendbrief krijgt u een verduidelijking van de toepassingsmodaliteiten van voormeld koninklijk besluit.

## I. Definities.

In de zin van artikel 3 van het besluit, verstaat men onder :

1. Beschikbare gelden op middellange en lange termijn : de fondsen die geplaatst worden voor een termijn van drie maanden of langer.
2. Beschikbare gelden op zicht : de fondsen die een organisme nodig heeft voor zijn dagelijks beheer.
3. Beschikbare gelden op korte termijn : de fondsen die een organisme niet nodig heeft voor zijn dagelijks beheer en die geplaatst worden voor een termijn korter dan drie maanden.

## II. Het regime van artikel 3 van het besluit.

1. Beschikbare gelden op middellange en lange termijn ( 3 maanden en meer).

Deze beschikbare gelden dienen te worden belegd in financiële instrumenten die worden uitgegeven door de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals schatkistcertificaten, thesauriebewijzen, lineaire obligaties, enz.

Iedere instelling dient zich tot zijn gewone bankier te wenden voor de uitvoering van deze plaatsingen.

## 2. Beschikbare gelden op korte termijn (minder dan 3 maanden).

Zonder afbreuk te doen aan de afwijkingen die individueel aan bepaalde organismen toegestaan werden, moeten de beschikbare gelden op korte termijn geplaatst worden op een bij de Schatkist geopende thesaurierekening, volgens de volgende modaliteiten :

— De stortingen dienen te gebeuren op de rekening met nummer 100-0040000-70 die geopend wordt op naam van de Schatkist bij de Nationale Bank van België.

— Als referentie dient « rekening 5000 » vermeld te worden.

— Het bedrag moet minstens 10 miljoen frank bedragen.

— De verrichtingen dienen te worden afgesloten vertrek D+2; bijgevolg moeten ten laatste twee bankwerkdagen vóór de waardedatum van de storting, de volgende gegevens medegedeeld worden aan de traders van de Marktzaal van de Schatkist :

1. het bedrag ( zo nauwkeurig mogelijk);
2. de rentevoet;
3. de waardedatum van de storting;
4. de waardedatum waarop de fondsen dienen terugbetaald te worden;